

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 38 (2011)
Heft: 4: Élections parlementaires 2011

Artikel: Listes des candidats : candidats de l'étranger
Autor: Engel, Barbara
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911932>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Candidats de l'étranger

Le nombre de candidates et de candidats de l'étranger n'a jamais été aussi important que pour ces élections. Certains partis, tels l'UDC et le PS, ont différentes listes internationales dans plusieurs cantons, d'autres intègrent les Suisses de l'étranger candidats dans leurs listes cantonales. Nous présentons ci-après deux candidates et deux candidats de l'étranger, illustrant le large éventail de candidatures.



Marcel Lewandowski, 61 ans, candidat du PBD Schwyz, domicilié à São Paulo, au Brésil, avocat et homme d'affaires

«Mon père déjà avait émigré de Suisse et ouvert une fabrique de bicyclettes au Brésil. J'ai donc vécu toute ma vie au Brésil. Ma famille a cependant toujours entretenu le

lien avec la Suisse, nous avions des nurses qui venaient de Suisse – j'ai aussi deux frères et une sœur – et nous avons conservé la maison du grand-père à Steinen, dans le canton de Schwytz. J'ai toujours considéré la Suisse comme mon pays, au même titre que le Brésil. A l'avenir, je peux très bien imaginer vivre la plupart du temps en Suisse. Je resterais cependant très lié au Brésil, car c'est là que vivent ma fille et mes deux fils.

Je dois mon entrée sur la scène politique suisse à mon cousin. C'est lui qui m'a signalé que les Suisses de l'étranger peuvent aussi être candidats au Parlement. J'ai donc considéré les différents partis et constaté mon profond accord avec les idées du PBD. Je ne sais pas encore à quels sujets je veux me consacrer en particulier. Je dois encore en discuter de manière approfondie avec mon parti. C'est pourquoi je ne souhaite pas encore faire de déclarations politiques en public. Cependant, j'ai une grande expérience en matière de transmission, puisque je participe également à deux fondations d'utilité publique au Brésil. Pour la campagne électorale, j'ai engagé deux collaborateurs qui me conseillent: un directeur de campagne et une étudiante en politologie. Si j'étais élue, je devrais réorganiser toute ma vie. Je louerais certainement un appartement à Berne pour y passer la moitié de l'année. Ma femme est certes Brésilienne, mais elle a étudié en Suisse dans un internat à Montreux. C'est pourquoi elle viendrait

volontiers s'installer en Suisse. Pour mes affaires au Brésil, j'établirais sans problème un plan de succession avec mes enfants.



Helen Freiermuth, 53 ans, candidate du PLR Zurich, domiciliée à Yantai, en Chine, depuis 2010, auparavant dans d'autres pays, enseignante du primaire et employée de commerce HKG

«J'ai déjà mené une action politique dans les années 1990 dans le canton de Zurich, dans la commission scolaire à Bassersdorf et dans la commission de contrôle des comptes de Freienstein-Teufen. Ma première candidature au Conseil national il y a quatre ans n'est pas de mon fait, le parti me l'avait demandé et, étonnamment, j'ai obtenu beaucoup de voix. Depuis, je suis active au sein du PLR International et ma candidature actuelle en est la suite logique. Je m'engage désormais intensément dans la campagne électorale. Ainsi, je traite de sujets sur mon site Internet (www.helen-freiermuth.ch), je fais une campagne par e-mail, je passerai avant les élections deux fois quelques semaines en Suisse afin de participer à des manifestations électorales et au Congrès des Suisses de l'étranger. Je me suis rendue fréquemment en Suisse au cours des dernières années, peut-être quatre à cinq fois par an.

Si je devais être élue, je pourrais être facilement présente en Suisse pendant les sessions de Berne, puisque mes deux filles sont déjà adultes. Mon travail politique n'est bien sûr possible que grâce au soutien sans faille de mon mari. Moi-même, je ne suis pas autorisée à travailler en Chine, je ne suis que la «conjointe accompagnatrice», selon la désignation chinoise officielle. Si j'étais élue au Conseil national, j'essayerais bien entendu de défendre les intérêts des Suisses de

Tous les candidats sur Internet

La liste de tous les candidats domiciliés à l'étranger est publiée sur le site Internet de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) et mise à jour régulièrement, le délai de candidature se terminant dans certains cantons quelques semaines seulement avant les élections. www.aso.ch → politique

Christa Markwalder, PLR, canton de Berne

John McGough, UDC, canton de Zurich

Roman Rauper, UDC, canton de Zurich

André Reymond, UDC, canton de Genève

Audrey Ruchet Bach, PS, canton de Genève

Rolf B. Schudel, UDC, canton de Bâle-Ville

Carlo Sommaruga, PS, canton de Genève

Reinhard Süess, PS, canton de Zurich

PREMIER VOTE ÉLECTRONIQUE

Les Suisses de l'étranger inscrits au registre électoral d'une commune des cantons d'Argovie, de Bâle-Ville, des Grisons et de Saint-Gall pourront voter électroniquement aux élections du 23 octobre 2011. Le Conseil fédéral a approuvé la demande de ces quatre cantons pour un essai de l'E-Election. Environ 21 500 Suisses de l'étranger pourront ainsi voter électroniquement. Cette possibilité n'existe pas encore en Suisse. La chancelière de la Confédération, Corina Casanova, a déclaré que E-Voting est un projet clé de la chancellerie d'État qui sera développé le plus vite possible si les tests sont positifs. (be)

Candidats membres du Conseil des Suisses de l'étranger

Sont candidats au Conseil national:

Antonio Hodgers, Les Verts, canton de Genève
Hans Kaufmann, UDC, canton de Zurich
Peter Simon Kaul, UDC, canton de Zurich

Est candidat au Conseil des États:

Filippo Lombardi, PDC, canton du Tessin

Vous trouverez également les noms de tous les membres du **groupe parlementaire «Suisses de l'étranger»** sur www.aso.ch → politique

l'étranger au Parlement. Je souhaite surtout m'engager pour quelque chose et non contre les autres. J'ai parfois l'impression que nous, Suisses de l'étranger, sommes traités par la Suisse comme des citoyens de second rang, le contact avec les autorités est souvent difficile. Il me semble aussi que le potentiel représenté par les Suisses de l'étranger est trop peu utilisé. Voici ma vision depuis la Chine: la Suisse est centrée sur elle-même et réalise trop peu combien l'Asie est devenue importante.



Hans Peter Bieri, 46 ans, candidat de l'UDC Soleure, domicilié à Bangkok, en Thaïlande, depuis 2008, auparavant dans différents pays, secrétaire administratif du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

«La politique m'a toujours intéressé. C'est pourquoi j'ai cofondé en 1992 l'UDC International. Mis à part cela, je n'étais jusque-là pas très engagé en politique. Lorsque le parti m'a demandé si je poserais ma candidature pour le Conseil national cette année, j'ai accepté. Je n'ai pas longtemps hésité. A mon sens, les Suisses vivant à l'étranger ne sont pas vraiment représentés au Parlement de Berne. Certains politiques s'engagent certes pour les intérêts des Suisses de l'étranger, mais une représentation de l'étranger aurait certainement plus de poids. Trois questions prennent selon moi: l'introduction du e-voting, la réintroduction de l'AVS volontaire pour tous les Suisses de l'étranger et une propre circonscription, pour ainsi dire un canton, pour les Suisses de l'étranger. Ainsi, ils pourraient aussi être représentés au Conseil des Etats. Je n'ai pas demandé l'accord de mon employeur pour ma candidature. Je considère que, en tant qu'employé de la Confédération, j'ai moi aussi le droit d'exercer mes devoirs de citoyen. Certains sujets sont cependant tabous pour moi: étant collaborateur du DFAE, je ne suis pas autorisé par exemple à m'exprimer publiquement sur la politique étrangère ou sur les affaires du Département. Cela ne me dérange pas, car la politique étrangère n'est pas le thème pour lequel je m'engage. La problématique des étrangers est certes le problème le plus urgent de la Suisse, mais elle ne relève pas de politique étrangère, donc je peux m'engager dans ce domaine. Je trouve grave que les conséquences de la libre circulation des individus aient été dissimulées aux citoyens. Nous devons reprendre les négociations – et non renégocier ou dénoncer l'accord. Si j'étais élue au Conseil national, je devrais prendre un long congé sans solde, car je devrais renoncer à mon poste à l'étranger. Mais cela reste très hypothétique, mes chances d'être élue étant très faibles.»



Franziska Bieri, 34 ans, candidate du PS de Zurich, domiciliée à Sofia, en Bulgarie, depuis 2010, auparavant aux Etats-Unis pendant dix ans

«Je suis membre du PS International depuis des années et on m'a demandé si je souhaitais être candidate au Conseil national. Je me suis intéressée à la politique dès le gymnase, à Biel et, même pendant les études – j'ai étudié la sociologie et la science politique à l'université d'Etat de Géorgie à Atlanta –, la politique a toujours fait partie de ma vie. J'habite actuellement en Bulgarie, pays d'origine de mon conjoint. Il est économiste, vient de Sofia, et nous nous sommes rencontrés pendant nos études aux Etats-Unis. Aujourd'hui, en tant que professeur et chercheur, je m'occupe surtout de mondialisation mais aussi du rôle des organisations non gouvernementales et des mouvements internationaux. Je connais les problèmes politiques de la Suisse, je passe au moins un mois tous les ans dans mon pays, mais je n'en connais naturellement pas tous les détails aussi bien que la classe politique suisse. Au cours des derniers mois, j'ai eu des échanges intenses avec mes collègues de parti, qui m'ont permis de recueillir bon nombre de nouveaux points de vue. Car les perspectives de l'intérieur et de l'extérieur sont deux choses bien distinctes. Je passe le mois d'août en Suisse afin de pouvoir participer à des manifestations électorales, des podiums et des débats. Je suis particulièrement impatiente d'échanger mes idées avec les autres Suisses de l'étranger. Si j'étais élue, je devrais quelque peu réorganiser ma vie. Pendant les sessions, je pourrais certainement confier ma fille de sept ans à ma famille en Suisse. De plus, mon mari me soutient pleinement dans mon engagement. Mes thèmes de prédilection sont bien entendu liés à mes expériences. En matière de politique extérieure, de mondialisation, de sécurité et de justice, je pourrais certainement apporter quelque chose. Je pense que le principal défi politique est le fossé grandissant entre pauvres et riches, dans le monde comme en Suisse.»

SMARTVOTE, UNE AIDE AU VOTE

Smartvote est une aide au vote en ligne conçue scientifiquement et pour les élections communales, cantonales et nationales en Suisse. Comme lors des élections de 2007, Smartvote est partenaire de la «Revue Suisse» cette année encore.

Smartvote vise à:

- améliorer la transparence avant les élections et offrir aux électeurs un nouveau mode de sélection ciblée;
- augmenter l'intérêt de la politique dans la population;

- montrer le potentiel de la démocratie et du vote électronique («E-Democracy» et «E-Voting»)

À l'aide d'un grand nombre de questions sur leurs valeurs et opinions, les profils politiques des candidats sont saisis puis enregistrés dans une base de données. Les électeurs peuvent remplir le même questionnaire en ligne et déterminer ainsi les candidats ou partis qui leur correspondent le mieux sur le plan politique. Un smartspider est élaboré à partir des réponses. Il s'agit d'une analyse graphique des positionnements politiques sous forme de toile d'araignée.

Smartvote a été utilisé pour la première fois pour les élections du Conseil national et du

Conseil des États en 2003. Pour les élections de 2011, Vimentis offre désormais une aide au vote similaire.

Il peut être intéressant de comparer les deux profils vu que le choix des thèmes et des questions influencent le résultat. Smartvote et Vimentis soumettent les questions aux partis politiques pour qu'ils prennent position avant que le système ne soit rendu accessible au public sur Internet.

www.smartvote.ch
[www.vimentis.ch -> wahlen](http://www.vimentis.ch/wahlen)